

et les plus connus, catholiques, protestants, libres-penseurs ou socialistes, ont exprimé leurs vues. Les "Questions actuelles" citent un grand nombre de réponses et la note d'ensemble qui s'en dégage c'est que les peuples ont "besoin de croire."

M. Thureau-Dangin, par exemple, écrit : "Votre enquête même est une réponse. Si nous assistions à une dissolution de l'idée religieuse, on ne verrait pas les esprits occupés à ce point de religion. Les choses mortes ne font pas tant parler d'elles."

M. Georges Goyau exprime la même idée : "Je ne crois pas, Monsieur, que l'idée religieuse soit en dissolution. Les libres-penseurs, je les suppose généreux, s'acharneraient-ils ainsi sur une morte ? . . . . ."

Et M. François Coppée répond excellemment par ce mot, qui dit tout : "J'ai dit ce matin et je redirai ce soir en faisant ma prière : *Credo in sanctam ecclesiam catholicam.*"

\* \* \*

Cette nostalgie de Dieu qui jaillit de l'âme des foules comme de celle des individus n'empêche pas, au contraire, les persécutions des sectaires contre les croyants. Ils sentent comme je ne sais quel besoin de s'étourdir.

En France, les choses restent en cet état d'incohérence et de gâchis administratif, que nous avons tenté de décrire dans nos précédentes chroniques. A la Chambre, sitôt que l'on cesse de taper sur les curés, on ne s'entend plus. Lisez ce début de chronique politique du *Correspondant* (livraison du 25 mai) :

"Il n'y avait pas eu, au Palais-Bourbon, depuis trente-six ans, une mêlée parlementaire ou plus longue ou plus confuse que la lutte qui s'est engagée, le 7 mai, autour du ministère, et qui a fini, le 14, après six journées de querelles vaines. On a vu paraître à la tribune treize interpellateurs et dix ministres. Les interpellateurs représentaient tous les partis, sauf ceux de la droite : la bataille était toute républicaine ; et, si les accusateurs du ministère argumentaient avec une telle diversité que les discours de M. Paul Deschanel et de M. Ribot contredisaient autant ceux de M. Jaurès et M. F. Buisson que celui de M. Clémenceau, il n'en était pas moins vrai que, modérés et progressistes, radicaux, radicaux-socialistes et socialistes, tous les partis combattaient ce ministère, chacun pour un grief qui lui semblait décisif. M. Jaurès lui-même, qui, naguère, avait trois fois sauvé le ministère de M. Clémenceau, lui avait déclaré, au nom de la Confédération générale du travail, "une guerre inexpiable" : il n'a pas fallu moins de deux jours, moins de trois harangues, à l'épanchement de son courroux. Et, d'autre part, les deux ministres qui ont défendu le gouvernement s'accordaient si mal que M. Briand semblait autant défendre le ministère contre le président du Conseil que se défendre, pour sa propre part, contre M. Clémenceau . . . . ."